



## Offensive turque, Erdogan tire des bords. Attention aux coups de bôme!

Par [Dominique Arias](#)

Mondialisation.ca, 29 août 2016

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Et une question se pose : pourquoi diable la Turquie aurait-elle besoin de sécuriser sa frontière depuis la Syrie s'il s'agissait réellement d'étrangler Daech, alors qu'elle est déjà de l'autre côté de la frontière et que le vital trafic d'armes, de mercenaires et de pétrole y passe dans les deux sens depuis des années ?

Simple bluff ou marchandage gonflé, le spectaculaire virage à l'Est d'Erdogan a fait long feu, et le voilà qui rebascule drastiquement vers l'Ouest, comme on tire des bords à la voile pour avancer à contre vent. Faisant fi une bonne fois pour toutes du droit international et de la Charte de l'ONU, Erdogan sanctuarise en un coup de poker le dernier axe de ravitaillement de Daesh, en ouvrant au forcing la fameuse « zone tampon » préconisée par l'OTAN, pour laquelle il rame depuis trois ans sans obtenir de feu vert US. Clairement soutenue par les USA, qui lui offrent l'appui-feu et la couverture aérienne (et diplomatique) dont elle a besoin, cette invasion militaire turque obtient en outre, médiatiquement du moins, que la « zone tampon » qu'elle vise à créer devienne de facto « zone d'exclusion aérienne » - ou « *No Fly Zone* » - conformément aux avertissements donnés quelques jours plus tôt par le Pentagone à l'aviation syrienne (et implicitement à l'aviation russe), leur interdisant le survol des zones où opèrent leurs Forces Spéciales. Après moult tergiversations, les USA s'arrogent finalement le droit de décider si oui ou non l'aviation syrienne a le droit, en pleine guerre d'invasion, de survoler et d'intervenir sur son propre territoire - à l'instar de ce qu'ils avaient obtenu en Libye, mais cette fois en se passant de l'aval officiel de l'ONU.

Et le tour est joué ? À voir ! S'il n'est pas certain qu'Erdogan puisse ainsi changer de cap aussi fréquemment que les mercenaires terroristes anti-Assad peuvent changer de nom et d'allégeance en Syrie, il n'est pas encore sûr non plus que ce coup de force soit finalement entériné par Moscou, et encore moins par l'armée syrienne. La guerre de la « coalition » en Syrie devient de plus en plus ouvertement une guerre d'agression caractérisée (le fameux « *crime international suprême* » de l'ONU), menée de front par un groupe de superpuissances et leurs alliés contre un pays souverain, en totale violation de la charte des Nations Unies et des règles du droit international. En Turquie même, les attentats tombent littéralement du ciel à l'avantage du Raïs et de son ordre du jour (on se croirait dans l'Italie des années de plomb) : un attentat antikurde de l'EI à Gaziantep pour justifier l'invasion, un autre du PKK quelques jours plus tard pour justifier le maintien en Syrie d'une force turque antikurde, etc. Ailleurs, savamment orchestrée et médiatisée depuis des mois, l'invasion de l'Europe par une monumentale vague de réfugiés - pour la plupart chassés d'Irak, de Libye et de Syrie par les interventions militaro-humanitaires occidentales et les embargos

drastiques qui les accompagnent - peut espérer valoir à cette agression turque l'aval implicite de l'ONU, au prétexte qu'on pourra désormais reléguer dans cette zone tous les réfugiés syriens, et que de toute façon, comme Assad détruit son pays en prétendant le défendre et que l'agression contre laquelle il le défend n'en serait pas une sans son obstination à y résister, il reste évidemment légitime d'envahir la Syrie pour le destituer. C'est un peu comme d'accuser une jeune fille d'être elle-même coupable de son propre viol, au prétexte que si elle ne s'était pas défendue contre ses agresseurs, il n'y aurait pas eu viol.

A l'instar du journal *Le Monde*, les médias US et occidentaux, de moins en moins soucieux de cohérence, s'empressent d'imputer cette invasion à Moscou :

« S'ils clament « leur profonde préoccupation » face à l'intervention des forces turques appuyées par les frappes aériennes de la coalition à Djarabulus, mercredi 24 août, celle-ci n'aurait pu avoir lieu sans l'accord du Kremlin, alors que l'aviation russe contrôle le ciel au nord-ouest de la Syrie » (*Le Monde*, 25 08 2016). Mais ils reconnaissent en même temps que « les États-Unis assurent la couverture aérienne, fournissent des données de renseignement et envoient leurs conseillers militaires pour aider la Turquie à combattre le groupe terroriste État islamique dans le nord de la Syrie » (*Le Monde*, 25 08 2016) - ce qui en ferait plutôt, a priori, une opération américaine.

Suit l'exposé de la vieille option agitée depuis des lustres (2012 au moins) par Ankara et quelques généraux français et US proches de l'OTAN :

« Une chose est sûre, les Turcs ne s'arrêteront pas à Djarabulus. Leur objectif est de réaliser « la zone de sécurité » qu'ils réclament en vain à la communauté internationale depuis longtemps. Il est question que la portion de territoire allant de Marea à Djarabulus soit placée sous le contrôle de la rébellion syrienne soutenue par Ankara. Non content d'être une zone tampon entre les Kurdes d'Afrin et ceux de Kobané, l'endroit pourrait abriter les réfugiés syriens que la Turquie, terre de refuge pour 3 millions d'entre eux, n'a plus les moyens d'accueillir ». (*Le Monde*, 25 08 2016).

On se demande bien pourquoi il faudrait établir « *une zone tampon entre les Kurdes d'Afrin et ceux de Kobané* », ils sont ennemis de Daech (priorité de l'ONU) et n'ont pas l'intention de se battre entre eux !

La Russie est bien sûr réellement très embarrassée par la réponse à donner à ce nouveau forcing US anti-Assad - ou à cette nouvelle provocation de l'OTAN - en territoire syrien ; le gouvernement syrien dénonce pour sa part auprès de l'ONU une agression militaire caractérisée et une nouvelle ingérence de pays qui n'agissent pas à la demande du gouvernement syrien et qui, de fait, violent ouvertement la souveraineté du pays. Mais pour la Turquie, l'opération de Djarabulus vise seulement à « *chasser les groupes terroristes de la frontière turque et à maintenir l'intégrité territoriale de la Syrie* », ça ne s'invente pas ! (*Le Monde*, 25 08 2016). Citant des sources militaires, les médias turcs (largement répercutés) expliquent qu'il ne s'agit pas d'une opération terrestre turque en Syrie, mais d'une opération des troupes turques et de la coalition anti-Daech visant à créer un couloir pour les forces de l'opposition modérée syrienne et à chasser les terroristes de Djarabulus (*Le Monde*, 25 08 2016). Le couloir en question visant explicitement à alimenter en armes, munitions, vivres et troupes fraîches les terroristes anti-Assad pro-turcs notoirement liés à

Al-Qaïda dans la région d'Alep et jusqu'au cœur de la Syrie, on peut effectivement considérer qu'Ankara, interdite de soutenir ouvertement Daesh, remplace simplement une faction terroriste par une autre, plus présentable et plus officiellement à sa solde, pour poursuivre en Syrie les mêmes objectifs : contraindre la Russie à jeter l'éponge ou à affronter l'OTAN, et renverser Assad.

Mercredi 24 août, « offensive éclair » annoncent les médias, quelques milliers de mercenaires internationaux estampillés « rebelles syriens » soutenus par des F16 et des chars turcs sont parvenus, en quelques heures à peine, à prendre aux djihadistes de l'EI la ville syrienne de Djarabulus, à l'ouest de l'Euphrate, non loin de la frontière turco-syrienne. *« Couverts depuis les airs par la coalition anti-EI menée par les États-Unis, les rebelles n'ont pas eu de mal à établir leur contrôle sur la ville. En début de soirée, des photos de combattants posant dans le centre-ville déserté de Djarabulus commençaient à circuler sur les réseaux sociaux »*. Autrement dit, une fois de plus, les djihadistes de Daesh ont simplement abandonné, sans résistance, leurs positions pour se déplacer ailleurs (vers al-Bab, prochaine étape) avec armes et bagages sous protection aérienne US (comme à Manbij et ailleurs), ou sont tout simplement restés sur place comme autant de « renforts », en changeant seulement une fois de plus d'étiquette. À l'heure où les gouvernements occidentaux optent pour le « reroutage » des terroristes, plus volontiers extradés (c'est-à-dire remis en circulation) qu'incarcérés sur place, les positions anti-Assad estampillées Daesh au nord de la Syrie deviennent en un tour de main des positions anti-Assad estampillées « rebelles », et tout le monde s'ébaubit devant ce grand miracle !

Tandis que les forces d'Al-Nosra, fraîchement rebaptisées et constamment ravitaillées et réarmées par les USA via la Turquie, font leur possible pour ralentir l'avancée russo-syrienne contre Daesh et les autres groupes terroristes qui agissent de concert en Syrie, l'opération américano-turque pour sécuriser de force le dernier couloir de ravitaillement turc en Syrie, tombe du ciel. En réalité, l'absence de combats entre les forces turques ou « rebelles » et celles de Daesh qui « fuient devant leur avance » prouve une fois de plus que la Turquie (à l'instar des USA) est en réalité l'alliée des deux. Il en va d'ailleurs de même en Irak où Daesh bénéficie d'une protection US pour « fuir les combats » qui l'opposent aux forces irakiennes et « se réfugier » en Syrie, où elle ne combat véritablement que l'armée syrienne – à l'instar des soi-disant « rebelles » modérés.

Bien évidemment, on évite scrupuleusement de rappeler au passage que ce surprenant coup de force turc se produit, comme par hasard, le lendemain de la signature d'un accord de cessez-le-feu signé mardi 23 août dans la base de Hmeimim, à Lattaquié, entre le régime syrien et les forces kurdes, sous les auspices des responsables militaires russes, après une semaine de combats meurtriers à Hassaké, dans le nord-est du pays. Annoncé par les Kurdes et la télévision officielle syrienne, cet accord de cessez-le-feu prévoit que les forces du régime et les combattants kurdes se retirent de la ville de Hassaké, qui restera néanmoins contrôlée par la police kurde. Dans le contexte de guerre, Damas a évidemment refusé d'officialiser prématurément les administrations parallèles mises en place par les Kurdes (à l'instigation des USA et des services secrets français), dans le cadre de leur projet fédéral, sans pour autant les interdire, mais les Kurdes se sont néanmoins engagés à lever le siège imposé aux zones sous le contrôle de Damas, et à ouvrir la route menant à la ville de Qamichili, proche de la frontière turque, à l'Est de la Syrie. (RFI 23 08 2016)

Pour Reizan Hedu, homme politique kurde et membre du Parti de l'union démocratique (PYD), interviewé par [Sputnik](#), « Les forces des alliés de la Turquie attaquent l'Alep depuis le sud et le sud-ouest », l'offensive lancée depuis le nord par les forces turques, sera donc

certainement poursuivie jusqu'à al-Bab. La province d'Alep se retrouvera alors prise en étau par les forces turques, ce qui mettra Ankara en position de force dans les négociations. En faisant appel à des groupes comme « Nour al-Din al-Zenki » (qui décapite des gamins de 15 ans devant ses caméras), la Turquie, les USA et leurs alliés (Fr, UK, etc.) remplacent simplement Daech par d'autres terroristes, précise Reizan Hedou.

Bien que provisoire – du fait des positions divergentes de la résistance kurde et des autorités syriennes sur le projet fédéral des leaders kurdes – cet accord syro-kurde montre néanmoins la volonté des responsables kurdes, russes et syriens de travailler ensemble à la destruction de l'infrastructure terroriste (Daech et toutes les autres factions complémentaires) installée en Syrie par les piliers de l'OTAN (US, UK, Fr), et au verrouillage de ses principales voies de ravitaillement depuis la Turquie. L'une des seules restantes, la principale, passe par Djarabulus, à l'ouest de l'Euphrate, au nord de Manbij, précisément dans la région nord-est d'Alep où la Turquie (protégée par son statut de membre de l'OTAN) vient de faire son incursion sous protection US, et compte manifestement se maintenir pour empêcher les Kurdes de l'est de la Syrie (Hassaké) de faire leur jonction avec ceux d'Afrin, au nord-ouest d'Alep, ce qui rendrait toute la frontière syro-turque étanche au trafic et permettrait d'asphyxier bien trop rapidement Daech.

Le jour même de la signature de cet accord, les États-Unis avaient de nouveau mis en garde l'aviation russe et syrienne contre toute incursion dans les zones où opèrent leurs Forces Spéciales (précisément les zones kurdes proches de la frontière turque), assurant qu'ils n'hésiteraient pas à abattre des avions qui menaceraient les forces de la coalition internationale. Une première intervention de l'*US Air Force* avait frôlé l'accrochage la semaine dernière près d'Hassaké pour protéger les forces spéciales US qui y conseillent et encadrent certaines unités kurdes (ou pseudo unités kurdes, comme le suggèrent les photos de membres des Forces Spéciales britanniques et américaines portant des uniformes et insignes kurdes), visées deux jours de suite par des bombardements de l'aviation syrienne. *« Nous défendrons nos personnels sur le terrain et ferons le nécessaire pour les défendre. [...] Nous continuons à conseiller au régime syrien de rester à l'écart de ces zones »,* déclarait à la presse M. Peter Cook, porte-parole du Pentagone. *« Ce n'est pas une zone d'interdiction de survol [mais] le régime syrien serait bien avisé d'éviter les zones où opèrent les troupes de la coalition »* (*Le Figaro*, 23 08 2016).

Le secrétaire d'Etat John Kerry et Hillary Clinton sont pour leur part très ouvertement favorables à la mise en place d'une « *No Fly Zone* » couvrant les centres d'entraînement, de commandement et de ravitaillement des forces anti-Assad en Syrie même, mais Obama est jusqu'ici resté frileux quant à la mise en place au forcing d'une telle mesure sans aval de l'ONU, en totale violation des règles du droit international. En effet, les Russes seraient alors légalement en droit de « nettoyer » le ciel syrien de tout appareil non autorisé, au moyen de leur système de missiles antiaériens déjà largement déployé en Syrie à cet effet, mais qui n'est pour l'instant toujours pas entré en action.

Du fait de cette situation épineuse, il s'avère manifestement plus commode pour les Occidentaux de dissimuler les centres d'entraînement, de commandement et de ravitaillement des forces anti-Assad en Syrie au beau milieu des camps de réfugiés entassés dans une « zone tampon » décrétée *de facto* « *No Fly Zone* » et placée sous protection turque et américaine ou de l'ONU, à l'instar de ce qui avait été mis en place en Thaïlande à l'époque où les Khmer Rouges de Pol Pot (suite au renversement de ce dernier par l'armée vietnamienne) étaient repliés hors du Cambodge, dans les camps du HCR et sous protection américaine et thaïe. Cette situation et la protection diplomatique et militaire que leur

offraient ouvertement les USA, avait alors permis aux forces de Pol Pot de mener depuis leur sanctuaires thaïlandais une guerre civile qui a duré 15 ans (soit quatre fois plus longtemps que le règne de Pol Pot au Cambodge) et fait des centaines de milliers de morts. Et ce n'est pas la moindre des similitudes que l'on peut observer entre Daesh et l'armée de Pol Pot lorsqu'on se penche sérieusement sur l'histoire, les objectifs et les méthodes (ou la fonction stratégique) de ces deux organisations terroristes.

Pour soutenir cette agression turque en Syrie sur le plan diplomatique auprès de l'ONU, deux campagnes de propagande médiatique ont été lancées en même temps : l'une revient pour la énième fois sur les accusations de crime contre l'humanité lancées contre les autorités syriennes pour l'utilisation de roquettes au gaz sarin dans la Goutha. Un rapport relançant la polémique à ce sujet vient très opportunément d'atterrir récemment au Conseil de Sécurité de l'ONU, le jour même de l'offensive turque, mais n'a pas encore été évalué et laisse les autorités russes pour le moins sceptiques ; la seconde surfe sur l'incarnation du calvaire de la « résistance syrienne » par l'image du « petit Omran », massivement matraquée sur les réseaux sociaux et dans les médias occidentaux.

Nouvelle opération de com. des « casques blancs » (pseudo organisation humanitaire salafiste implantée en Syrie à l'initiative des services secrets britanniques), les photos tirées de la vidéo ont déjà fait dix fois le tour du monde. Omrane, gamin de 4 ans supposément blessé au cours d'un bombardement à Alep, est universellement présenté depuis comme « *le vrai visage* » de la guerre en Syrie. Pourquoi pas plutôt Ayham Hussein, 15 ans, décapité à Mossoul pour avoir écouté la musique, ou Abdallah Issa, 12 ans, égorgé et décapité au couteau devant la caméra, par la faction Nouredine Al-Zanki, soutenue par Washington ?

Pour les médias russes et chinois – qui ont diffusé la version intégrale de l'odieuse [vidéo](#) dont sont extraites les photos de Omrane – cette vidéo et ces photos « *font partie d'une opération de propagande de guerre, destinée à appuyer par un prétexte « humanitariste » une intervention des puissances occidentales en Syrie* ». En effet, sur la vidéo du shooting, les islamistes qui entourent le gamin dans l'ambulance ne cherchent ni à le nettoyer, ni à le soigner, ni à le consoler, au contraire, et ne prêtent aucune attention à ses blessures (dont on ne sait trop si elles sont vraies ou fausses). Ils sont seulement là pour une très excitante séance de shooting photographique, bien éloignée des commentaires qui ont le plus souvent accompagné dans les médias les photos qui en sont tirées.



Source de la photo (vidéo): [Syrie : « Le visage d'Omrane est capable d'arrêter le temps »](#), Le Monde, 19 août 2016.

En soutenant ce type d'actions (l'invasion turque comme prélude probable à une intervention occidentale sans aval de l'ONU, malgré le risque d'accrochage et d'escalade éclair d'un conflit opposant, en Syrie, les forces russes à celles de l'OTAN), les Grandes puissances occidentales tournent de plus en plus ouvertement et définitivement le dos à toute idée de droit international ou de respect de la Charte de l'ONU, à seule fin de préserver leur hégémonie exclusive contre toute idée d'un monde multipolaire où le « droit du plus fort » serait mis au rebut – à leur désavantage.

Qu'elles aient de plus en plus clairement la sensation de n'avoir désormais plus rien ou plus grand chose à perdre n'augure assurément rien de bon pour la suite. Reste à espérer que la raison finisse néanmoins par l'emporter parmi les élites de ces pays-là, et que les dirigeants illégitimes qui souhaitent engager de force leurs peuples dans davantage de guerres dévastatrices soient simplement désavoués et démis, sans opposer trop de résistance. Et ça, ça dépend notamment de vous, lecteurs, et de tous ceux qui peuvent encore, grâce à vous, prendre conscience de la réalité du problème et de la gravité de la situation, et se mobiliser ou agir contre.

*A bon entendeur salut !*

Dominique Arias

*Dominique Arias est traducteur free-lancer pour Investigation et Mondialisation.ca, et occasionnellement auteur de synthèses d'informations sur les mêmes sujets.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Dominique Arias](#), Mondialisation.ca, 2016

---

Articles Par : [Dominique Arias](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)